

Ceci n'est pas le TTIP, et l'Europe s'active pour le négociateur

Le centre et la droite du Parlement européen ont validé l'ouverture, sous conditions, de négociations commerciales avec les États-Unis. Les ministres responsables pourraient approuver le mandat dès vendredi.

FRÉDÉRIC ROHART

Le Parlement européen penche en faveur d'une ouverture des négociations pour un accord de libre-échange avec les États-Unis. Sa commission du commerce international a approuvé la conclusion d'un accord commercial sous certaines conditions: Washington doit lever ses taxes d'importation sur l'aluminium et l'acier décrétées l'an dernier, et est prié de ne pas imposer de nouveaux tarifs. Car oui: Donald Trump se donne trois mois pour décider s'il augmente de 25% les importations de voitures et pièces détachées. La validation politique du mandat de négociation par le Parlement a été imprimée par les groupes conservateurs et libéraux (PPE (cdH), ALDE (MR) et ECR (N-VA)).

Pour la libérale néerlandaise Marietje Schaake, vice-présidente de la délégation pour les relations avec les États-Unis, «le dialogue vaut mieux que l'escalade». Socialistes, gauche radicale et Verts ont rejeté le texte. Le président social-démocrate de la commission, l'allemand Bernd Lange, estime que l'environnement actuel – tarifs sur l'acier, sanctions sur le commerce iranien, menaces de droits spéciaux sur les voitures – n'est pas propice à la négociation.

D'autres critiquent un accord qui doit intensifier les échanges de voitures avec un pays qui a notifié sa volonté de sortir de l'accord de Paris. Le clivage politique est tracé, mais ce n'est pas au Parlement que se joue la définition du mandat: elle est l'apanage des États. Et justement...

Avant ou après le scrutin

Ces jeudi et vendredi, les ministres en charge du commerce se retrouvent à Bucarest pour un conseil informel. Même s'ils n'y prendront pas de décision formelle, ils pourraient y arrêter leur position sur un mandat de négociation. S'ils tombent d'accord vendredi, le mandat sera validé en point procédural par n'importe quelle autre formation du conseil des ministres.

Il est trop tôt pour préjuger de l'issue des discussions, indique une source européenne, alors qu'au moins un pays, la France, se montre réticent à ouvrir une telle négociation avant les législatives européennes. Sollicité mardi, le cabinet du ministre des Affaires étrangères n'était pas en mesure de donner la position belge dans ce dossier. En France comme en Belgique, les questions commerciales sont politiquement sensibles, et certains craignent que l'assimilation du projet d'accord à un «petit TTIP» ne réouvre un front difficile à quelques encablures des élections européennes. Contrairement au TTIP, projet d'accord «de nouvelle génération» avorté par Donald Trump, il n'est question ici que de lever des barrières au commerce de biens: on ne

parle ni de services, ni de tribunaux d'arbitrage pour la protection des investissements.

Le 25 juillet dernier, Juncker et Trump s'étaient accordés sur le principe d'un accord commercial pour les biens non agricoles, après que le président américain ait imposé des tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium européens et menacé de faire de même sur les voitures.

«Le dialogue vaut mieux que l'escalade.»

MARIETJE SCHAAKE
EURODÉPUTÉE NÉERLANDAISE
(ALDE)